

catégories d'unités soumises à l'étude d'impact sur l'environnement et les catégories d'unités soumises aux cahiers des charges,

Vu l'avis de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Béja consigné dans le procès-verbal de sa réunion du 20 février 2007,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur et du développement local,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est changée, la vocation de la parcelle de terre agricole, d'une superficie de 102 ha 49 ares 79 ca, partie du titre foncier n° 17754, classée dans les zones de sauvegarde et autres zones agricoles, sise dans la délégation de Medjez El Bab du gouvernorat de Beja, telle qu'elle est indiquée sur le plan annexé au présent décret, et ce, pour l'implantation d'une zone industrielle.

Sont modifiées en conséquence et conformément au plan susvisé, les limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Béja fixées par le décret n° 86-756 du 29 juillet 1986.

Art. 2. - Les plans d'aménagement urbain doivent prendre en considération les dispositions prévues par le présent décret.

Art. 3. - Le ministre de l'intérieur et du développement local et le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 17 juillet 2007.

**Zine El Abidine Ben Ali**

#### **Décret n° 2007-1876 du 17 juillet 2007, portant déclassement d'une parcelle de terre du domaine public hydraulique au domaine privé de l'Etat.**

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu le décret du 24 septembre 1885, sur le domaine public,

Vu le code des eaux, promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975, modifié et complété par les textes subséquents, notamment la loi n° 2001-116 du 26 novembre 2001 et le décret n° 2001-2606 du 9 novembre 2001 et notamment l'article 5 dudit code,

Vu le décret n° 78-557 du 24 mai 1978, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission du domaine public hydraulique,

Vu le décret n° 87-1202 du 4 septembre 1987, fixant la procédure de délimitation des cours d'eau, des lacs et sebkhas, relevant du domaine public hydraulique,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 2005-1991 du 11 juillet 2005, relatif à l'étude d'impact sur l'environnement et fixant les catégories d'unités soumises à l'étude d'impact sur l'environnement et les catégories d'unités soumises aux cahiers des charges,

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission du domaine public hydraulique consigné dans le procès-verbal de sa réunion du 27 juin 2005,

Vu l'avis du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est déclassée du domaine public hydraulique au domaine privé de l'Etat, la parcelle de terre sise à Garaat Oued El Maleh, à la délégation de Sahline, au gouvernorat de Monastir, d'une superficie de 56 ha 73 ares 10 ca, telle qu'elle est délimitée par un liseré rouge sur le plan topographique annexé au présent décret, et ce, pour l'implantation d'une zone industrielle.

Art. 2. - Le ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières et le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 17 juillet 2007.

**Zine El Abidine Ben Ali**

#### **Arrêté du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques du 18 juillet 2007, portant approbation des statuts-types du centre technique d'aquaculture.**

Le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 96-4 du 19 janvier 1996, relative aux centres techniques dans le secteur agricole,

Vu le décret n° 96-2243 du 18 novembre 1996, portant approbation des statuts-types des centres techniques dans le secteur agricole,

Sur proposition de l'union tunisienne de l'agriculture et de la pêche du 23 février 2007.

Arrête :

Article premier. - Sont approuvés, les statuts du centre technique d'aquaculture annexés au présent arrêté.

Art. 2. - Le présent arrêté et les statuts qui lui sont annexés seront publiés au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 juillet 2007.

*Le ministre de l'agriculture  
et des ressources hydrauliques*

**Mohamed Habib Haddad**

*Vu*

*Le Premier ministre*

**Mohamed Ghannouchi**

# ***STATUTS DU CENTRE TECHNIQUE D'AQUACULTURE***

***\*\*\****

## ***Chapitre Premier Disposition Générales***

### **Article premier : Constitution :**

1- Il est constitué entre les personnes physiques et morales ayant la qualité de producteur ou de transformateur ou de conditionneur ou d'exportateur de produits agricoles et de pêche ou des produits agro-alimentaires et les groupement interprofessionnels oeuvrant dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ainsi que les établissements et les entreprises publics exerçant dans le domaine de développement , de la recherche et de la vulgarisation agricoles, un centre technique dénommé : " centre technique d'aquaculture " .

2- Le centre technique est soumis aux dispositions du code de commerce à l'exception de celles relatives à la faillite et dans la mesure où il n'y est pas dérogé par les dispositions de la loi n°96-4 du 19 janvier 1996 relative aux centres techniques dans le secteur agricole ainsi qu'aux présents statuts.

3- Le terme de " centre technique " utilisé dans les présents statuts, désigne le centre technique d'aquaculture.

### **ARTICLE 2 : Durée :**

La durée du centre technique est illimitée .

### **ARTICLE 3 : Siège social :**

Le siège social du centre technique est fixé à Tunis.

Toutefois, il peut être transféré à tout autre lieu du pays par décision du conseil d'administration .

Le centre technique peut avoir des bureaux dans les régions selon sa spécialité et l'importance de son activité .

### **ARTICLE 4 : Missions :**

Le centre technique assure, outre les missions fixées par l'article 7 de la loi susvisée n° 96-4 du 19 janvier 1996 les missions spécifiques ci-après :

- proposer des thèmes de recherche dans le secteur de l'aquaculture .
- l'étude et l'élaboration des projets d'aquaculture et la fixation de la carte des zones habilitées à cette activité .
- suivre les innovations techniques au niveaux des activités de l'aquaculture et généraliser leur utilisation.
- mettre au point des filières techniques appropriées économiquement aux projets d'aquaculture au profit des créateurs et des exploitants.
- publier les revues et la documentation scientifique se rapportant à l'aquaculture.
- réaliser des expériences pilotes d'aquaculture dans les eaux marines et douces .
- réaliser des opérations pilotes d'implantation de quelques barrages et lacs collinaires et encadrer ses exploitants .
- étudier l'opportunité de mettre en œuvre de nouveaux modes d'élevage
- participer à mettre en œuvre des solutions aux problèmes concernant l'alimentation, les maladies et les aspects techniques des projets d'aquaculture.

Les missions spécifiques ci-dessus définies, ne peuvent être modifiées que par décision du conseil d'administration après approbation du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques.

## ***CHAPITRE II***

### ***Adhérents***

#### **ARTICLE 5 : Adhésion :**

1/ Adhérent au centre technique les personnes physiques et morales ayant la qualité de producteurs, de transformateurs ou de conditionneur ou d'exportateurs ainsi que et les groupements interprofessionnels dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, les établissements et les entreprises publics exerçant dans le domaine de développement, de la recherche et de la vulgarisation agricole .

2/ Il est tenu au siège du centre technique un registre des adhésions sur lequel les personnes adhérentes sont inscrites par ordre chronologique d'adhésion et numéro d'inscription.

#### **ARTICLE 6 : Obligations des membres :**

1/ L'adhésion au centre technique entraîne pour l'adhérent les obligations suivantes :

- a- œuvrer à la réalisation des missions du centre technique et s'en obliger,
- b- respecter les décisions prises par le conseil d'administration et les dispositions du règlement intérieur du centre technique ,
- c- sauvegarder les biens et les intérêts du centre technique,
- d- fournir à l'administration du centre technique tous renseignements et informations exigés par l'intérêt du secteur et nécessités par les missions du centre technique,
- e- respecter les mesures et les normes fixées par le centre technique en collaboration avec les organismes concernés et d'une manière générale, la réalisation des missions du centre .

2/ En cas de non respect des obligations sus-indiquées, le conseil d'administration prend les mesures qu'il juge adéquates et ce sur proposition de son président . Pour être exécutoires, ces mesures doivent être soumises à l'approbation du ministre de l'agriculture.

### **ARTICLE 7 : Droits des membres :**

Tout adhérent a le droit de :

a/ participer à l'administration du centre technique selon les modalités définies par les présents statuts.

b/ bénéficier des services du centre et de tous avantages que peut procurer le centre technique à ses membres dans le cadre des missions prévues à l'article 4 des présents statuts .

c/ Présenter toutes propositions et suggestions relatives à l'activité du centre technique .

## ***CHAPITRE III : Organisation Administrative***

### **ARTICLE 8 : Le conseil d'administration :**

Le centre technique est administré par un conseil d'administration composé de 12 membres suivants :

- 1- un représentant du ministère des finances .
- 2- un représentant du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques.
- 3- un représentant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie .
- 4- un représentant de l'institution de recherche et d'enseignement supérieur agricoles .
- 5- un représentant de l'agence de vulgarisation et de la formation agricoles .
- 6- un représentant
- 7- 3 représentants de l'union tunisienne de l'agriculture et de la pêche .
- 8- 3 représentants de l'union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une période de 3 ans par arrêté du ministre de l'agriculture sur proposition des parties concernées.

### **ARTICLE 9 : Le président du conseil :**

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice président .

Le président propose l'ordre du jour du conseil, le convoque, préside ses réunions et veille à leur bon déroulement.

Il est chargé de veiller à la bonne marche du centre technique , à la défense de ses intérêts moraux et matériels et à la réalisation des options arrêtés par le conseil.

Le conseil délègue à son président tous les pouvoirs nécessaires à la gestion du centre technique et à l'exécution des décisions du conseil.

Le président du conseil d'administration représente, par délégation du conseil, le centre technique en justice tant en demandeur qu'en défendeur .

En cas d'empêchement du président du conseil d'administration, celui-ci peut déléguer ses attributions au vice président ou à un membre du conseil d'administration et ce en cas d'empêchement du vice président. Cette délégation renouvelable est toujours donnée pour une durée limitée.

### **ARTICLE 10 : Directeur Général :**

1/Le conseil d'administration désigne, après accord du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques .et pour une durée de trois ans renouvelable dans les mêmes conditions, un directeur général pour assurer le fonctionnement du centre.

2/ Le directeur général est responsable à l'égard du président du conseil d'administration de la gestion administrative, financière et technique du centre . A cet effet, tous pouvoirs nécessaires doivent lui être délégués pour lui permettre d'assurer ses fonctions dans des conditions normales.

A cet effet :

- Il veille à la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration .
- Il a autorité sur tout le personnel qu'il administre, affecte ou révoque , recrute et nomme à tous les emplois conformément aux statuts du personnel du centre technique .
- Il peut déléguer sous sa responsabilité sa signature aux Agents placés sous son autorité .

3/ La rémunération du directeur général est déterminée par le conseil d'administration dans le cadre du statut du personnel du centre technique .

En aucun cas, il ne peut être alloué au directeur général un pourcentage sur le montant des opérations réalisées par le centre technique.

4/ Le directeur général doit :

- être de nationalité tunisienne .
- ne pas faire l'objet d'une interdiction ni être déchu du droit de gérer ou d'administrer une société.

5/ Le directeur général ne doit ni exercer une activité incompatible avec ses fonctions ni participer directement ou indirectement, d'une façon habituelle ou occasionnelle à une activité concurrente à celle du centre technique .

Il ne peut être mis fin aux fonctions du directeur général sans l'approbation du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques..

### **ARTICLE 11 : Responsabilité des administrateurs :**

1/ Conformément aux règles de droit commun, les administrateurs sont responsables individuellement ou solidairement, suivant les cas, envers le centre technique ou l'administration concernée ou envers les tiers , des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion.

2/ Toute convention entre le centre technique et l'un de ses administrateurs soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration et ce conformément à l'article 200 du code des sociétés commerciales.

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables ni aux opérations résultant normalement des engagements régulièrement contractés en application de l'article 7 des présents statuts, ni aux opérations normalement effectuées par le centre technique en dehors de toute convention particulière.

3/ Les dispositions du paragraphe 2 susvisé sont applicables en cas de convention entre le centre technique et un autre organisme dont l'un des administrateurs est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur. L'administrateur qui se trouve dans l'un de ces cas doit en faire la déclaration au conseil.

4/ Il est interdit aux administrateurs de contracter des emprunts auprès du centre technique sous quelque forme que ce soit, de se faire consentir par lui un découvert en compte courant ainsi que de se faire cautionner ou avaliser par lui leurs engagements envers les tiers. Toutefois, cette interdiction ne s'étend pas aux emprunts, découverts, cautions ou avals susceptibles d'être consentis à l'occasion des opérations résultant normalement des engagements régulièrement contractés par les intéressés en application de l'article 7 des présents statuts.

## **ARTICLE 12 : Réunions du Conseil :**

1/ Le conseil d'administration se réunit au siège social du centre technique ou dans tout autre lieu aussi souvent que l'intérêt du centre l'exige et au moins une fois tous les trois mois, sur la convocation du président ou, en cas d'empêchement, sur celle de son remplaçant, et à chaque fois que le tiers de ses membres ou l'autorité de tutelle le demande.

2/ Le président du conseil d'administration établit l'ordre du jour du conseil et le communique aux ministres de l'agriculture et des ressources hydrauliques et des finances, au ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie et aux membres du conseil, 10 jours au moins avant la date de la réunion. Cet ordre du jour doit être accompagné, le cas échéant, des documents à examiner lors de la réunion du conseil d'administration.

La convocation aux réunions du conseil d'administration est effectuée soit par lettre recommandée avec accusé de réception ou par la remise de la convocation directement à l'intéressé contre reçu.

3/ Le conseil d'administration doit pour délibérer valablement, réunir au moins la majorité de ses membres.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix de ses membres présents ou représentés.

Tout membre du conseil d'administration ne peut être représenté que par un autre membre du conseil et par délégation écrite.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

### **ARTICLE 13 : Des délibérations du conseil :**

1/ Les délibérations du conseil sont consignées dans des procès-verbaux portés sur un registre spécial coté et paraphé par le président. Les procès-verbaux sont signés par le président ou à défaut par son remplaçant et le secrétaire de la séance et par un administrateur qui y a pris part en cas d'empêchement du secrétaire de la séance dans les 10 jours suivant la réunion du conseil. Etablis à l'échéance ci-dessus indiquée, des copies des procès-verbaux doivent être transmises aux membres de conseil d'administration et aux ministres des finances, de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie dans un délai ne dépassant pas 15 jours.

Le ministre de tutelle dispose d'un délai d'un mois pour formuler éventuellement les réserves qu'il juge nécessaires. Le conseil d'administration sera informé lors de sa prochaine réunion de la teneur de ces réserves, pour prendre les mesures qui s'imposent.

2/ Les copies ou extraits des délibérations à produire en justice ou auprès des tiers sont certifiées par le président du conseil d'administration ou son remplaçant ou par deux administrateurs en fonction.

### **ARTICLE 14 : Pouvoirs du conseil d'administration :**

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du centre technique, autoriser ou accomplir tous les actes et opérations nécessaires à l'accomplissement de ses missions générales prévues à l'article 7 de la loi susvisée n°96-4 du 19 janvier 1996 et de ses missions spécifiques fixées par l'article 4 des présents statuts.

A cet effet, le conseil a notamment pour attributions de :

- approuver le programme d'activité du centre technique.
- examiner le compte rendu annuel des activités du centre technique.
- approuver le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement ainsi que ses schémas de financement.
- approuver le bilan et les comptes de gestion et de résultat.
- approuver l'organisation des services du centre technique, le statut du personnel et son régime de rémunération.
- approuver les contrats-programmes, les marchés et les conventions passés par le centre technique.
- soumettre à l'approbation du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques tout programme de transfert de progrès technique et de vulgarisation susceptible de promouvoir et d'orienter la production du secteur et d'améliorer la qualité des produits.
- se prononcer sur toutes opérations d'acquisition ou aliénation d'immeubles.
- autoriser la perception des sommes dues au centre technique et régler celles qu'il doit.
- accepter tous dons et legs.
- faire ouvrir tous comptes courants ou comptes de dépôt bancaires ou postaux pour loger les disponibilités de fonds du centre technique.

- fixer l'emploi des disponibilités.
- élire domicile pour le centre technique .
- proposer toutes les questions relatives à la modification des statuts du centre technique .
- proposer la dissolution du centre technique .

#### **ARTICLE 15 : Gratuité des fonctions d'administrateur :**

Les fonctions des membres du conseil d'administration sont exercées gratuitement . Toutefois, il peut être procédé au remboursement au profit des dits membres ou à leurs mandataires, le cas échéant et sur leur demande, des frais nécessités par l'exercice de leurs fonctions et ce conformément à la législation et la réglementation en vigueur .

#### **ARTICLE 16 : Délégation des pouvoirs du conseil d'administration :**

Le conseil d'administration peut conférer des délégations de pouvoir à un ou plusieurs de ses membres.

Il peut également, pour une ou plusieurs missions déterminées rentrant dans le cadre de ses attributions , conférer des mandats spéciaux à des membres non administrateurs ou à des tiers.

### ***CHAPITRE IV*** ***Dispositions Financières***

#### **ARTICLE 17 : Budget du centre :**

Le centre technique dispose d'un budget propre qu'il arrête annuellement.

Le directeur général établit au plus tard le 31 août de chaque année pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui suit un budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement ainsi que ses schémas de financement et le soumet au conseil d'administration pour délibération .

Le budget prévisionnel du centre technique est soumis, avant le premier octobre de chaque année, à l'approbation des ministres des finances et de l'agriculture et des ressources hydrauliques.

#### **ARTICLE 18 : Gestion comptable :**

La comptabilité du centre technique est tenue conformément aux règles de la comptabilité commerciale.

Le bilan et les comptes de gestion et de résultat sont arrêtés par le conseil d'administration au plus tard quatre mois après la clôture de l'exercice .



## **ARTICLE 19 : Structure du budget du centre technique :**

le budget du centre technique comprend :

1/ en recettes :

- Le produit de la taxe fiscale prévue à l'article 12 de la loi susvisée n° 96-4 du 19 janvier 1996 .

- Les subventions de l'Etat .

- Les revenus de ses activités ;

- Les dons et legs ;

- Les contributions de toute nature que le centre pourrait percevoir de ses adhérents.

- Les excédents disponibles des exercices antérieurs.

- Toutes autres ressources qui peuvent lui être affectées en vertu des lois et règlements en vigueur;

2/ en dépenses :

- Les frais de fonctionnement du centre technique ;

- Les dépenses d'investissement du centre technique ;

- Les dépenses d'intervention du centre technique au titre de la réalisation de ses missions .

## ***CHAPITRE V*** ***Contrôle et Tutelle***

**ARTICLE 20** : Le centre technique est soumis à la tutelle du ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques et au contrôle du ministre des finances qui communiquent leurs observations et recommandations éventuelles au président du conseil d'administration du centre .

A cet effet, le président du conseil est tenu :

- d'adresser obligatoirement aux ministres des finances et de l'agriculture et des ressources hydrauliques le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et ses schémas de financement , copies des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration, le bilan et les comptes de gestion et de résultat accompagnés des documents qui leur sont annexés, un état de la situation financière du centre technique arrêté à la fin de chaque mois, le rapport de certification légale des comptes ainsi que la lettre de direction .

Arrêtés à leurs échéances ci-dessus indiqués, ces documents doivent être transmis dans un délai ne dépassant pas 15 jours .

- de produire, à toute demande des ministres des finances et de l'agriculture et des ressources hydrauliques, la comptabilité du centre technique appuyée par les documents justificatifs nécessaires prouvant que le centre fonctionne conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur et des présents statuts.

Les comptes du centre technique sont soumis à une révision effectuée par un membre des experts comptables de Tunisie selon les conditions et les modalités fixées par le décret n° 87-529 du 1er avril 1987 fixant les conditions et les modalités de la révision des comptes des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital est totalement détenu par l'Etat .

**ARTICLE 21** : Au cas où le contrôle institué par l'article 20 des présents statuts fait apparaître soit une violation des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires, soit l'inaptitude des administrateurs, soit encore la méconnaissance des intérêts du centre technique, le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques peut prononcer par arrêté, la dissolution du conseil d'administration et la nomination d'une commission administrative provisoire en attendant la désignation d'un nouveau conseil d'administration dans un délai n'excédant pas six mois.

Si malgré ces mesures, il s'avère que le nouveau conseil d'administration n'est pas capable d'améliorer la situation du centre technique, le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques peut procéder à la désignation d'une commission provisoire de gestion dont le mandat n'est pas limité dans le temps. La dite commission sera chargée de gérer le centre technique et de préparer les cadres professionnels capables d'assurer sa bonne gestion. Le mandat de la commission provisoire prendra fin dès que la situation du centre technique se rétablit.

Si ces mesures s'avèrent inefficaces, le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques peut décider la dissolution du centre technique.

Le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques peut, également, prononcer la dissolution du centre technique sur proposition du conseil d'administration ou d'office en cas de violation grave des dispositions de la loi n° 96-4 du 19 janvier 1996 et des présents statuts.

Le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques peut en outre prononcer la dissolution d'office du centre technique si l'intérêt du secteur l'exige.

## **CHAPITRE VI**

### ***Dispositions Diverses***

#### **ARTICLE 22 : règlement des contestations :**

Toutes contestations qui pourraient s'élever en raison des affaires du centre technique sont, préalablement à tout recours en justice, soumises à l'examen du conseil d'administration qui œuvre à leur règlement à l'amiable.

#### **ARTICLE 23 : Opérations de tiers non adhérents :**

Le centre technique peut admettre des tiers non adhérents à bénéficier de ses services selon des conditions préalablement déterminées par le conseil.

Il ne peut, en aucun cas, leur accorder les mêmes avantages que ceux qu'il réserve à ses adhérents.